



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 267 670 km²

Population : 2,2 millions d'habitants

Densité : 8,3 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,4 %

Part de la population urbaine : 90,1 %

Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2021) : B-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020: 119^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : nd

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 96 (97,9 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur

Risque de surendettement : nd

PIB par habitant (2020) : 7 767 dollars

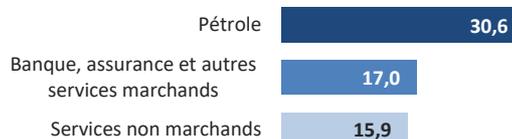
Taux de croissance (2020) : - 1,8 %

Inflation (2020) : 1,4 %

PIB (2020) : 8 427,13 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures

 **66,2 ans**
Espérance de vie

 **3,4 %**
Population sous le seuil de pauvreté

 **85,3 %**
Accès à l'eau potable

 **4,3 %**
Mortalité infantile

 **38**
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **90,7 %**
Accès à l'électricité

 **17 %**
Malnutrition infantile

 **84,7 %**
Alphabétisation des adultes

 **138,8**
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **138/191**
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **58,6 %**
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **43,3 %**
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



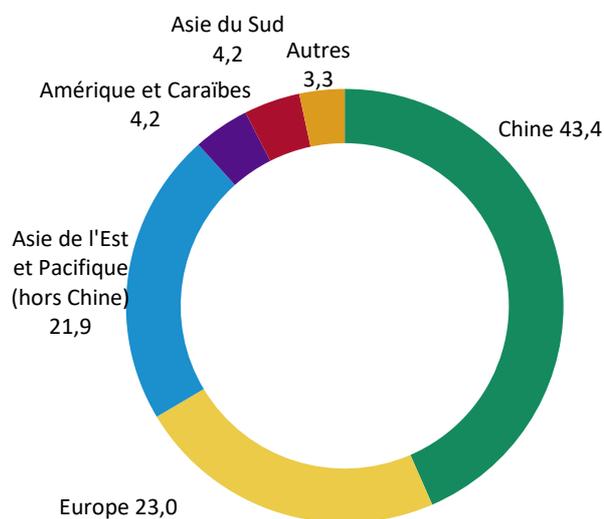
Faits saillants

- **Le Gabon devrait amorcer en 2021 une timide reprise économique, dans un contexte sanitaire toujours incertain.** La croissance du PIB réel atteindrait 1,4 %, succédant à une contraction de 1,8 % en 2020. Le pays connaîtrait une accélération de l'inflation, à 2,7 % en 2021, contre 1,4 % l'année précédente. Les comptes publics et extérieurs demeuraient fragilisés par les retombées de la Covid-19.
- **Le pays a bénéficié depuis 2020 d'un soutien financier important de la communauté internationale face aux retombées de la Covid-19.** Ce soutien a notamment pris la forme de deux financements d'urgence du Fonds monétaire international (FMI) pour 216 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) suivis, en juillet 2021, d'un nouveau programme triennal au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) pour 388,8 millions de DTS. Les objectifs poursuivis sont notamment de créer des marges de manœuvre budgétaires pour financer les dépenses sociales prioritaires, de réduire les vulnérabilités liées à la dette, de renforcer la gouvernance et la transparence, et enfin d'adopter une stratégie nationale en faveur de l'inclusion financière.
- **La crise de la Covid-19 fait apparaître le caractère crucial d'une diversification économique durable, afin de réduire la prédominance du secteur pétrolier.** L'amélioration du climat des affaires, la lutte contre la corruption et le développement des services financiers permettraient à cet égard de stimuler l'attractivité du secteur privé. Le Plan d'accélération de la transformation (PAT) détaille la stratégie des autorités en la matière pour 2021-2023, autour notamment de la promotion de secteurs alternatifs (filrière bois, mines, agriculture).
- **Le Président Ali Bongo Ondimba, élu pour la première fois en 2009, exerce un second mandat depuis août 2016.** Les prochaines élections présidentielle et législative doivent se tenir en 2023.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le Gabon, deuxième économie de la CEMAC par son PIB, présente un modèle économique encore fortement dépendant du secteur extractif. Sur la période 2016-2020, le secteur pétrolier a ainsi représenté à lui seul 29 % du PIB¹, 71 % des exportations et 36 % des recettes budgétaires. Dans son ensemble, le secteur primaire (pétrole, manganèse, uranium, or, sylviculture) pèse pour 37,7 % dans le PIB gabonais sur la période. Le développement du secteur secondaire (14,7 % du PIB) est concentré autour du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) et des industries de transformation – notamment celles du bois et de l'huile de palme. Le secteur tertiaire, tiré par l'hôtellerie-restauration, les transports et les télécommunications, a représenté sur la période 47,7 % du PIB. À l'instar des autres économies africaines, celle du Gabon est marquée par la présence d'un secteur informel important, estimé à plus de 40 % du PIB².

Destinations des exportations du Gabon (2015-2019)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

¹ PIB calculé au coût des facteurs.

² Fonds monétaire international, L'économie informelle en Afrique subsaharienne, Perspectives économiques régionales, mai 2017.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Gabon

	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole (en millions de tonnes)	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8
Prix du baril de pétrole gabonais (en dollars)	40,5	51,7	69,4	62,3	40,2
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	184,3	219,1	281,4	266,2	168,6
Manganèse (en millions de tonnes)	3,4	4,9	5,4	6,7	8,5
Bois tropicaux					
Production de grumes (en millions de m ³)	1,5	1,9	2,0	2,1	2,1
Exportations de bois transformés (en millions de m ³)	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Prix à l'exportation (en milliers de francs CFA par m ³)	414,9	419,8	393,0	419,6	415,2

Sources : BEAC et administrations nationales.

Le pays continue de connaître, grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles, un niveau de développement relativement élevé pour la région. Pays à revenu intermédiaire supérieur, il a enregistré en 2020, selon la Banque mondiale, un PIB par habitant de 6 881,7 dollars, le classant au quatrième rang des pays d'Afrique subsaharienne (ASS) et bien au-dessus de la moyenne régionale (1 499,4 dollars). Le Gabon appartient également, selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), à la catégorie des pays à développement humain élevé avec un indice de développement de 0,70 selon le *Rapport sur le développement humain* de décembre 2020, au cinquième rang de l'ASS et au premier rang de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

La volatilité du prix du pétrole se traduit par des chocs exogènes affectant l'équilibre des comptes extérieurs, à l'instar du contre-choc pétrolier de 2014-2016 et celui causé plus récemment par la crise de la Covid-19. Sous la pression d'une balance des services structurellement déficitaire et du recul des exportations pétrolières en valeur, la balance courante a ainsi affiché un déficit moyen de 4,9 % du PIB sur la période 2016-2020. La montée de l'endettement, accélérée dans le sillage de la pandémie de Covid-19, représente également un facteur de déstabilisation pour la balance des paiements.

Le régime de change fixe du franc CFA contribue à maintenir au Gabon, comme dans les autres pays de la CEMAC ou de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), une inflation modérée. Le

pays a ainsi connu une hausse de l'indice général des prix de 2,6 % en moyenne sur la période 2016-2020. Des tensions inflationnistes limitées peuvent toutefois survenir ponctuellement, du fait de la hausse du coût des importations ou de perturbations dans les circuits d'approvisionnement : ce fut ainsi le cas en 2014 et en 2018, avec respectivement + 4,7 % et + 4,8 % d'inflation en moyenne annuelle.

Le secteur bancaire, deuxième de la CEMAC par la taille de ses actifs, apparaît solide mais assez peu dynamique. Il se caractérise par sa forte concentration autour des trois principaux acteurs (BGFIBank, la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon – BICIG et l'Union gabonaise de banque – UGB), ainsi que par une couverture relativement élevée de la population (56,8 % des personnes âgées de 15 ans et plus, contre 43 % en moyenne en ASS, selon Global Findex). Les activités de crédit pâtissent de l'atonie de l'activité privée et d'un environnement des affaires peu favorable : l'encours des crédits bruts a ainsi reculé de 10,8 % entre décembre 2016 et décembre 2020, après une hausse de 6,2 % dans l'ensemble de la CEMAC sur la même période. La profondeur du système bancaire demeure faible, les crédits à l'économie représentant autour de 13,4 % du PIB en 2020, bien en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (27,0 %). La crise de la Covid-19 a toutefois accéléré le développement des services financiers mobiles, assuré avant tout par les banques commerciales ou par le biais de filiales d'opérateurs de télécommunications. Selon le Fonds monétaire international – FMI (juillet 2021), le volume des dépôts qu'ils collectent a atteint 871 milliards XAF en 2020, soit 40 % des dépôts bancaires totaux, et le

volume des opérations a été multiplié par six au cours de l'année, pour atteindre 353 milliards XAF.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Sous l'effet de la crise de la Covid-19, le PIB réel s'est contracté de 1,8 % en 2020 – son premier recul depuis 2009 – mais devrait rebondir de +1,4 % en 2021. L'économie a été affectée en 2020, d'une part, par le repli de la production pétrolière, répondant à celui de la demande mondiale, à la stratégie d'ajustement de l'Opep en soutien aux cours mondiaux (accord Opep+ du 12 avril 2020) et à l'arrivée de champs à maturité. D'autre part, les mesures d'endiguement prises par les autorités – état d'urgence sanitaire, restrictions à l'entrée sur le territoire, fermeture de lieux publics, couvre-feu et limitation des rassemblements – ont fortement pénalisé l'activité du secteur tertiaire, en particulier celle des hôteliers, restaurateurs et commerçants, ainsi que le secteur informel. L'activité devrait toutefois connaître une reprise graduelle : en 2021, la croissance économique serait portée par le redressement des activités de service et la poursuite du développement des exportations de bois et de manganèse. Ces perspectives demeurent toutefois soumises à de grandes incertitudes, en lien avec la vigueur de la reprise mondiale et l'extension de la couverture vaccinale.

Limitée en 2020 (+1,4 %), l'inflation devrait accélérer légèrement en 2021 pour atteindre +2,7 % en moyenne annuelle. Dans le contexte de crise, l'effet de la baisse du cours du pétrole sur les prix des carburants et les mesures de contrôle des prix avaient contrebalancé, en 2020, la poussée des prix alimentaires découlant de la perturbation des circuits d'approvisionnement et de la hausse des frais d'importation. En 2021, l'inflation serait alimentée par le rebond du coût de l'énergie et du transport, ainsi que par la persistance de tensions sur les prix alimentaires, notamment ceux des denrées importées. Elle se rapprocherait ainsi du seuil communautaire de la CEMAC (3,0 %), tout en restant dans la moyenne des pays de la Communauté.

La position extérieure du Gabon a également été fortement fragilisée par les retombées de la pandémie. En raison du net recul des exportations (– 28,0 %), notamment pétrolières (– 37,3 %), le déficit courant s'est

Activité économique et inflation au Gabon

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	0,4	3,9	- 1,8	1,4
Inflation (en moyenne annuelle)	4,8	2,0	1,4	2,7

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BEAC.

creusé de 2,6 % du PIB en 2019 à 6,7 % en 2020. Associé au reflux des investissements directs étrangers (– 13,8 %), notamment dans le secteur pétrolier, ce creusement a pesé sur le solde global de la balance des paiements, passé d'un excédent de 0,3 % du PIB à un déficit de 1,9 % du PIB. Malgré la reprise des exportations, le solde courant demeurerait négatif en 2021, à 1,3 % du PIB selon la Banque des États d'Afrique centrale – BEAC (décembre 2021).

Excédentaire à hauteur de 1,4 % du PIB en 2019, le solde budgétaire global (base engagements, dons compris) est devenu déficitaire à hauteur de 2,4 % du PIB en 2020 et 2,2 % en 2021. En 2020, les finances publiques ont notamment pâti du recul des recettes pétrolières (– 20,2 %), dans le sillage de la baisse de la production et du cours du baril de Brent, et de celui des recettes fiscales (– 26,7 %). Le niveau des dépenses publiques a en revanche été contenu, la progression des dépenses courantes (+ 5,0 %) sous l'effet du plan de riposte à la Covid-19 étant plus que compensée par le gel de programmes d'investissement, avec un recul de 47,4 % des dépenses en capital. Selon les projections du FMI (juillet 2021), la reprise économique et la poursuite de la consolidation budgétaire permettraient de retrouver un solde excédentaire à l'horizon 2023.

À cet égard, le FMI (juillet 2021) recommande en particulier d'améliorer la mobilisation des ressources fiscales. Le renforcement des recettes non pétrolières passerait notamment par une rationalisation des niches fiscales et de la collecte de l'impôt. Les réformes nécessaires à la consolidation budgétaire incluraient également l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, la finalisation de la mise en place du compte unique du Trésor (avant janvier 2023 selon les autorités), une meilleure transparence des finances et l'optimisation de la gestion des liquidités. Une meilleure mobilisation et transparence des recettes pétrolières constitue également un enjeu budgétaire majeur.

En juillet 2021, le pays a conclu un nouveau programme triennal dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI. Succédant au précédent MEDC

arrivé à expiration en juin 2020, ce programme porte sur 388,8 millions de DTS (553,2 millions de dollars) dont 81 millions (115,25 millions de dollars) ont été immédiatement décaissés. En 2020, le Gabon avait également bénéficié, pour faire face aux besoins de financement découlant de la pandémie, de deux décaissements d'urgence au titre de l'instrument de financement rapide (IFR), pour 216 millions de DTS (299,6 millions de dollars). Le Gabon a également bénéficié, à hauteur de 207 millions de DTS, de la nouvelle allocation générale décidée par le FMI en août 2021.

Du fait de la fragilisation des finances publiques et du repli de la croissance, le poids de la dette publique s'est fortement accru en 2020, de 57,4 % du PIB à 64,8 % selon la BEAC. D'après le FMI (juillet 2021), cette hausse est pour une large part imputable au repli du PIB et à la validation d'un important stock d'arriérés intérieurs (575 milliards XAF). Après l'audit des arriérés de paiement domestiques réalisés en 2020, le FMI soulignait lors de sa revue de décembre 2021 l'urgence de mettre en œuvre un plan afin d'en assurer l'apurement. La dette extérieure (60 % du total) est composée pour l'essentiel de titres émis sur le marché régional et d'euro-obligations (19 % du total). Sur les marchés financiers internationaux, le Gabon a lancé avec succès deux euro-obligations, en janvier 2020 (1 milliard de dollars, coupon 6,6 %, maturité 11 ans) et en novembre 2021 (800 millions de dollars, coupon 7 %, maturité 10 ans). Ces deux émissions visaient notamment à couvrir l'arrivée à maturité d'émissions précédentes entre 2023 et 2026. Après avoir dégradé la note souveraine du pays de B à CCC en avril 2020, pour refléter un risque grandissant de liquidité, l'agence Fitch l'a relevée à B- en août 2021, compte tenu des perspectives économiques et budgétaires favorables. Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI (juillet 2021), la dette publique demeure soutenable, en dépit de l'importance des besoins de financement et d'un service de la dette élevé (plus de 60 % des recettes budgétaires).

Le secteur bancaire gabonais a montré une relative résilience face à la crise de la Covid-19. Les mesures dérogatoires prises par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) en juillet 2020³ ont en effet permis aux établissements de la CEMAC de limiter tem-

porairement la dégradation de la qualité des portefeuilles de crédit. Le taux de créances en souffrance brut s'est ainsi stabilisé à 9,8 % en 2020, avant de remonter à 10,8 % en avril 2021 selon la Cobac, mouvement qui pourrait se poursuivre lorsque les mesures dérogatoires auront été levées. Dans le contexte pandémique, le portefeuille des crédits bruts marquait un repli de 1,5 %, la croissance des bilans (+ 5,3 %) traduisant avant tout une poussée des excédents de trésorerie (+ 15,5 %). Dans ces conditions, le secteur a affiché un résultat net positif de 65 milliards XAF en 2020, soit 10 milliards XAF de plus qu'en 2019. Par ailleurs, son niveau de solvabilité apparaît solide, avec un ratio global de couverture des risques par les fonds propres de 17,5 % (contre 12,7 % en moyenne en CEMAC) – l'exigence minimale réglementaire de 10,5 % étant par ailleurs respectée par la totalité de sept établissements de la Place. La crise a en outre accru le risque d'un nexus souverain-banque⁴ : le secteur bancaire est ainsi acquéreur de 95 % des émissions de titres publics sur le marché régional, lesquelles représentent à leur tour environ 20 % des actifs bancaires – ce qui conduit notamment à un phénomène d'éviction du crédit au détriment du secteur privé, mais réduit également la base d'acquéreurs de la dette publique. La liquidation des trois banques publiques en faillite (Banque gabonaise de développement – BGD, PosteBank et Banque de l'habitat du Gabon – BHG), ordonnée en 2017, pourrait être finalisée d'ici fin 2022, selon les engagements pris par les autorités gabonaises dans le cadre du programme du FMI.

ENJEUX ET DÉFIS

L'un des principaux défis du Gabon est la diversification économique, afin de réduire la prédominance du secteur pétrolier et la vulnérabilité du pays à la volatilité des cours. Objectif structurel déjà identifié dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) lancé en 2009, la diversification économique constitue à nouveau l'un des principaux axes du Plan d'accélération de la transformation (PAT), qui, actualisant et déclinant le cadre du PSGE, impulse les réformes économiques et sociales sur 2021-2023. Le volet économique du PAT vise à soutenir l'investissement dans

³ Suspension des conditions de reclassement des créances en souffrance restructurées ou rééchelonnées en encours sains, allongement du délai de déclasserment en créances douteuses de 90 à 180 jours pour les prêts bancaires affectés par les retombées de la Covid-19.

⁴ Resserrement du lien réciproque entre la santé financière du secteur public et celle du secteur bancaire.

quatre filières prioritaires : i) le bois, notamment à travers la constitution d'une nouvelle zone économique spéciale à Lambaréné, la rationalisation des permis d'exploitation forestiers, le développement de plantations et des investissements logistiques ; ii) les mines, avec le développement des transports et un soutien aux investisseurs dans la production de manganèse et l'exploitation des gisements d'or et de fer ; iii) l'agriculture, en particulier par un appui aux filières banane, manioc, sucre et pêche et iv) les hydrocarbures, avec une stabilisation de la production pétrolière et la valorisation des réserves gazières. L'amélioration du climat des affaires, contribuant au développement des filières de diversification, serait favorisée par des réformes structurelles et un meilleur accompagnement des investisseurs – guichet unique des investissements, accès au foncier⁵, sécurité juridique, accès au financement (convention avec les banques et institutions de mésofinance⁶ afin de faciliter l'accès des TPE-PME au crédit).

La préservation de l'écosystème et la gestion durable des ressources forestières constituent un autre défi de premier ordre. La surface du Gabon est en effet couverte à 88 % par la forêt tropicale d'Afrique centrale, souvent qualifiée de « *second poumon vert de la planète* » après l'Amazonie pour ses capacités d'absorption du CO₂. Depuis l'interdiction en 2009 de l'exportation de bois grumes, la filière bois est devenue l'un des moteurs de la diversification économique du pays, créant plusieurs milliers d'emplois. Alors que le PAT projette un triplement de la production de bois brut (de 2 à 6 millions de mètres cubes) à l'horizon 2023, le caractère durable de la diversification économique apparaît crucial. Les autorités ont ainsi imposé, en 2017, la certification du *Forest Stewardship Council* (FSC) aux entreprises forestières et un système informatique de traçabilité du bois doit être déployé par le ministère des Eaux et Forêts en 2022. Treize parcs nationaux, dont deux inscrits au patrimoine mondial par l'Unesco⁷, protègent la faune et la flore sur environ 11 % du territoire gabonais. La politique de protection forestière a porté ses fruits jusqu'ici, puisqu'elle a permis à la forêt gabonaise d'augmenter sa capacité de séquestration du CO₂ de 3,4 millions de tonnes en 2016-2017. En compensation, le Gabon a reçu, notamment, 17 millions de dollars de la part du fonds de l'Initiative

pour la forêt d'Afrique centrale, géré par le Pnud et principalement financé par la Norvège. Lors de la COP26 de Glasgow en novembre 2021, le Gabon a milité en faveur d'une meilleure valorisation du carbone stocké dans les forêts et pour que les efforts de préservation de la forêt, en particulier celle du bassin du Congo, soient mieux reconnus. Les autorités gabonaises explorent la possibilité d'émissions d'obligations vertes, notamment en collaboration avec l'*African Conservation Development Group*.

L'amélioration de la transparence et de la gouvernance publique est indispensable afin d'assainir le climat des affaires et créer les conditions d'une croissance durable. Des progrès ont été récemment accomplis à cet égard : le Gabon a ainsi adhéré de nouveau en octobre 2021 à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), et les autorités se sont engagées à publier les contrats et l'audit des dépenses publiques liées à la riposte contre la Covid-19. Plusieurs mesures complémentaires sont attendues par le FMI, dans le cadre du programme conclu en juillet 2021 : renforcement de la publicité et de la transparence des commandes publiques, renforcement du régime de déclaration de patrimoine pour les responsables publics, réforme du cadastre et des registres de propriété afin d'améliorer la délivrance des titres. Il est par ailleurs nécessaire d'accentuer la lutte contre la corruption.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Plusieurs projets structurants sont en cours de mise en œuvre ou sur le point d'être lancés afin de renforcer les infrastructures dans les domaines des transports et de l'énergie. La première phase des travaux de la Transgabonaise, autoroute devant relier Libreville à Franceville sur 780 kilomètres, en traversant six des sept provinces du Gabon – a débuté en septembre 2020. Parmi les grands projets intégrateurs de la CEMAC, plusieurs visent par ailleurs à améliorer la capacité de production énergétique du pays : le financement de la construction du barrage hydroélectrique de Kinguélé-Aval, conçu en partenariat public-privé avec

⁵ Notamment par le biais d'une meilleure transparence sur le foncier économique disponible, la revue des procédures d'attribution et d'une politique de valorisation du foncier économique.

⁶ Offre de services financiers destinés à des clients – en particulier des TPE-PME – ayant une trop large assise financière pour être couverts par les institutions de microfinance mais n'ayant pas non plus accès aux institutions

de crédit, du fait de leur taille trop réduite ou de leur manque de transparence financière.

⁷ Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Meridiam, a notamment été finalisé à l'été 2021. D'une capacité de 35 mégawatts (MW), le barrage fournirait 13 % des besoins d'électricité de Libreville à partir de 2024 et permettrait la fermeture de centrales thermiques plus polluantes. La société française Engie a par ailleurs lancé, en 2020, la construction de huit centrales solaires hybrides, d'une capacité cumulée de 2,2 MW, dans des territoires enclavés du nord et de l'ouest du pays.

Les partenaires au développement appuient notamment la mise en œuvre du volet social du PAT, afin de « créer les conditions d'un nouveau pacte social », en renforçant le capital humain et la protection sociale. S'agissant du développement de l'infrastructure scolaire, l'Agence française de développement (AFD) soutient le projet d'investissements dans le secteur éducatif (PISE). Lancé en 2016, avec un budget total de 154 millions d'euros, le projet vise à soutenir l'accès à l'enseignement primaire et secondaire à Libreville et Port-Gentil. Il s'est dernièrement traduit par l'ouverture ou la réhabilitation de cinq écoles, dans le Grand Libreville, au second semestre 2021 – dix autres établissements doivent ouvrir d'ici la fin de l'année 2022. L'Unesco a par ailleurs mis en œuvre en 2021 un projet d'appui aux autorités gabonaises dans la production de statistiques éducatives et l'élaboration d'un Plan sectoriel de l'éducation, pour améliorer la gouvernance, la qualité et l'accès à l'enseignement.

ANNEXE

Gabon – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	11 424,2	11 985,7	12 788,5	11 142,4
PIB nominal	8 482,3	8 842,8	9 532,2	8 427,1
<i>dont secteur pétrolier</i>	2 230,6	2 631,2	2 813,7	1 765,5
Importations de biens et services	2 941,9	3 143,0	3 256,3	2 715,3
Biens	1 679,8	1 711,6	1 850,0	1 655,5
Services	1 262,1	1 431,3	1 406,3	1 059,8
Emplois	11 424,2	11 985,7	12 788,5	11 142,4
Consommation finale	6 746,0	6 387,9	6 587,8	6 499,3
Publique	1 655,4	1 533,0	1 382,9	1 651,1
Privée	5 090,6	4 854,9	5 204,8	4 848,2
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 495,5	1 959,7	2 320,2	1 804,5
Publique	189,3	311,2	569,7	299,4
Privée	1 306,2	1 648,4	1 750,4	1 505,1
<i>dont secteur pétrolier</i>	450,6	631,2	682,4	427,8
Variations de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations de biens et services	3 182,7	3 638,1	3 880,5	2 838,6
Biens	3 001,2	3 455,2	3 683,5	2 642,1
Services	181,5	182,9	197,0	196,5
Épargne intérieure brute	1 736,3	2 454,8	2 944,4	1 927,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	240,8	495,2	624,2	123,3
Revenus des facteurs	- 595,4	- 863,3	- 820,2	- 645,2
Épargne intérieure nette	1 140,9	1 591,5	2 124,2	1 282,6
Taux d'investissement (en % du PIB)	17,6	22,2	24,3	21,4
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	0,5	0,4	3,9	- 1,8
Déflateur du PIB	- 8,5	- 8,2	13,0	- 0,9
Prix à la consommation, en moyenne	2,7	4,8	2,0	1,4

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Gabon – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	1 423,6	1 580,8	2 105,0	1 594,8
Recettes budgétaires	1 423,6	1 580,8	2 105,0	1 591,3
Recettes pétrolières	574,4	583,4	747,2	596,2
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>313,2</i>	<i>354,2</i>	<i>436,0</i>	<i>400,9</i>
Recettes non pétrolières	849,2	997,4	1 357,8	995,1
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>79,0</i>	<i>127,4</i>	<i>123,1</i>	<i>90,8</i>
Dons extérieurs (dont annulations PPTe et IADM)	0,0	0,0	0,0	3,5
Dépenses totales et prêts nets	1 649,0	1 701,0	1 969,4	1 797,0
Dépenses courantes	1 350,4	1 270,1	1 481,9	1 555,5
Salaires	732,8	701,0	688,9	683,3
Intérêts	219,0	225,0	224,9	305,8
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>79,8</i>	<i>92,0</i>	<i>84,3</i>	<i>125,4</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>139,2</i>	<i>133,0</i>	<i>140,6</i>	<i>180,4</i>
Autres dépenses courantes	398,6	344,0	568,1	566,4
Dépenses en capital	219,7	329,9	459,5	241,5
Dépenses budgétaires	154,4	164,1	353,2	152,5
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	65,3	165,8	106,2	89,0
Dépenses de restructuration	78,9	101,0	28,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 20,9	178,6	382,4	63,7
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 225,4	- 120,1	135,6	- 202,2
Arriérés	- 84,7	32,0	- 66,7	15,4
Arriérés intérieurs	- 70,0	- 5,3	- 2,0	6,5
Arriérés extérieurs	- 14,7	37,3	- 64,7	8,9
Solde base caisse ^{c)}	- 310,1	- 88,2	68,9	- 186,8
Financement	310,1	88,2	- 68,9	186,8
Financement intérieur	- 48,8	- 114,5	- 66,3	694,5
Bancaire	93,0	183,9	109,2	321,6
Non bancaire	- 141,8	- 298,3	- 175,6	372,9
Financement extérieur	358,9	202,6	- 2,6	- 507,7
Tirages sur emprunts	553,1	373,1	257,2	154,9
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 306,3	- 170,4	- 259,8	- 662,6
Réaménagement de la dette extérieure	112,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	16,8	17,9	22,1	18,9
Recettes pétrolières	6,8	6,6	7,8	7,1
Dépenses courantes	15,9	14,4	15,5	18,5
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 2,7	- 1,4	1,4	- 2,4
Dette publique	66,5	64,1	57,4	64,8

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Gabon – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 405,2	- 419,3	- 243,9	- 561,4
1 - Biens et services	245,8	501,0	634,9	140,4
Balance des biens	1 326,4	1 749,5	1 844,3	1 003,7
Exportations de biens FOB	3 006,1	3 461,1	3 694,3	2 659,2
<i>dont : pétrole</i>	<i>2 068,5</i>	<i>2 449,5</i>	<i>2 648,0</i>	<i>1 660,0</i>
<i>manganèse</i>	<i>619,2</i>	<i>661,4</i>	<i>627,8</i>	<i>573,8</i>
<i>bois</i>	<i>280,5</i>	<i>314,7</i>	<i>379,9</i>	<i>376,7</i>
Importations de biens CAF	- 2 032,1	- 2 119,8	- 2 183,0	- 1 962,1
Importations de biens FOB	- 1 679,8	- 1 711,6	- 1 850,0	- 1 655,5
<i>dont : secteur pétrolier</i>	<i>- 540,7</i>	<i>- 582,5</i>	<i>- 718,9</i>	<i>- 555,6</i>
<i>secteur minier</i>	<i>- 67,4</i>	<i>- 65,2</i>	<i>- 69,3</i>	<i>- 66,5</i>
<i>secteur forestier</i>	<i>- 20,9</i>	<i>- 20,2</i>	<i>- 25,0</i>	<i>- 19,8</i>
Balance des services	- 1 080,6	- 1 248,4	- 1 209,3	- 863,3
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 347,0</i>	<i>- 402,4</i>	<i>- 327,0</i>	<i>- 271,7</i>
2 - Revenus primaires	- 392,9	- 595,4	- 860,5	- 820,0
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 132,2</i>	<i>- 139,2</i>	<i>- 133,0</i>	<i>- 140,6</i>
3 - Revenus secondaires	- 55,6	- 57,1	- 58,6	- 56,6
Administrations publiques	3,4	4,0	4,6	8,7
Autres secteurs	- 59,0	- 61,1	- 63,2	- 65,3
b - Compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0
c - Compte financier	428,4	357,4	218,9	389,7
Investissements directs	784,0	846,6	1 045,9	901,1
Investissements de portefeuille	131,0	165,9	176,4	151,4
Autres investissements	- 486,5	- 655,2	- 1 003,4	- 662,8
Financement exceptionnel (pour mémoire)	97,3	37,3	- 64,7	8,9
d - Erreurs et omissions nettes	- 184,5	136,1	56,1	8,5
e - Solde global (a + b - c + d)	- 161,3	74,1	31,1	- 163,2
Solde courant (en % du PIB)	- 4,8	- 4,7	- 2,6	- 6,7
Solde global (en % du PIB)	- 1,9	0,8	0,3	- 1,9

Source : BEAC.

Gabon – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	638	603	594	627
Moyen terme	457	546	585	609
Long terme	25	21	17	19
Total	1 121	1 170	1 196	1 255

Source : BEAC.

Gabon – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Valeurs immobilisées	191	241	257	Capitaux permanents	320	371	420
Opérations avec la clientèle	1 542	1 504	1 473	<i>dont fonds propres</i>	<i>192</i>	<i>244</i>	<i>266</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>136</i>	<i>42</i>	<i>31</i>	Opérations avec la clientèle	2 072	2 106	2 178
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	832	850	1 018	Opérations diverses	117	114	82
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	74	98	88	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	132	103	155
Total	2 640	2 693	2 836		2 640	2 693	2 836

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale..

Gabon – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	60,0	57,0	54,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	17,2	15,0	15,5
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	24,5	25,8	30,4
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	17,1	9,8	9,8
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	8,8	2,8	2,1
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	52,9	74,0	80,2

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Gabon – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	361	344	365
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	6	6
Produits sur opérations avec la clientèle	125	125	128
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	9	11	12
Produits sur opérations diverses	210	185	190
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	13	17	29
2. Charges bancaires	138	129	151
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4	3	2
Charges sur opérations avec la clientèle	33	24	20
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	7	10	10
Charges sur opérations diverses	94	93	118
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	223	215	214
4. Produits accessoires nets	0	1	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	224	216	215
6. Frais généraux	121	117	109
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	13	6	8
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	90	93	97
9. Provisions nettes sur risques	26	15	16
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 4	- 3	- 2
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	60	75	79
12. Résultat exceptionnel net	10	- 2	5
13. Résultat sur exercices antérieurs	1	- 4	0
14. Impôts sur les bénéfices	16	14	19
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	55	55	65

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Gabon – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	13,5	16,4	17,5
Rapport de liquidité	169,7	140,1	166,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.